

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 00366 Numéro SIREN : 438 573 289 Nom ou dénomination : JP HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 23/09/2020 sous le numéro de dépôt 7686

JP HOLDING
Société à responsabilité limitée à associé unique
Au capital social de 500 000 euros
Siège social : 12 rue Martin Luther King – 14280 Saint-Contest
438 573 289 RCS CAEN

PROCES – VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'an 2020,
Le 15 septembre,
A 18h00,

A siège social,

La société NASS EXPANSION, société par actions simplifiée au capital social de 1 105 400 euros, dont le siège social est sis 12 rue Martin Luther King, 14280 Saint-Contest, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Caen sous le numéro 421 197 484, représentée par Monsieur Jean-Louis NASS en sa qualité de Président,

Propriétaire de la totalité de 500 parts sociales de 1 000 euros composant le capital social de la société JP HOLDING, plus amplement identifiée en en-tête des présentes (ci-après la « Société »),

Agissant en qualité d'associé unique de la Société,

I. Après avoir constaté :

- Que le 15 septembre 2020, il a été procédé à la vente aux enchères de parts sociales de la Société ;
- Que les parts sociales de la Société ont été adjugées à la société NASS EXPANSION comme il résulte des procès-verbaux de vente établis le 15 septembre 2020 par Monsieur GOBERT Richard, huissier de justice ;
- Que la société NASS EXPANSION est devenue associé unique de la Société.

II. A pris les décisions suivantes :

- Modification de l'article 7 des Statuts de la Société ;
- Modification de l'article 8 des Statuts de la Société ;
- Modification de l'article 17 des Statuts de la Société ;
- Modification de l'article 22 des Statuts de la Société ;
- Pouvoirs pour accomplissement des formalités.

JP HOLDING
Société à responsabilité limitée à associé unique
Au capital social de 500 000 euros
Siège social : 12 rue Martin Luther King – 14280 Saint-Contest
438 573 289 RCS CAEN

PREMIERE RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier l'article 7 des Statuts de la Société en adoptant la rédaction suivante :

« Article 7 – Apports

Il a été apporté à la société, en numéraire :

- Lors de sa constitution :

La somme en numéraire 10 000 €

Cette somme de 10 000 euros a été déposée à un compte ouvert au Crédit Maritime, 15 Place de la Résistance à Caen au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

- Lors de l'augmentation du capital du 13 janvier 2003 :

La somme par compensation avec des créances liquides et exigibles 50 000 €

Le capital social est ainsi passé de 10 000 € à 60 000 €.

- Lors de l'augmentation du capital du 31 mars 2005 :

La somme par incorporation de réserves facultatives 240 000 €

Le capital social est ainsi passé de 60 000 € à 300 000 €.

- Lors de l'augmentation du capital du 24 mars 2006 :

La somme par incorporation de réserves facultatives 200 000 €

Le capital social est ainsi passé de 300 000 € à 500 000 €. »

JP HOLDING
Société à responsabilité limitée à associé unique
Au capital social de 500 000 euros
Siège social : 12 rue Martin Luther King – 14280 Saint-Contest
438 573 289 RCS CAEN

DEUXIEME RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier l'article 8 des Statuts de la Société en adoptant la rédaction suivante :

« Article 8 – Capital social

Le capital social est fixée à la somme de 500 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 1 000 € chacune, numérotées de 1 à 500, intégralement souscrites et libérées, attribuées aux associés, à savoir :

Société NASS EXPANSION, à concurrence de CINQ CENTS parts sociales, numérotées de 1 à 500, ci 500 PARTS »

TROISIEME RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier partiellement l'article 17 des Statuts de la Société en remplaçant l'alinéa suivant :

Article 17 – Modalités

« La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi. »
Par la rédaction suivante :

Article 17 – Modalités

« La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par la loi. »

Le reste de l'article reste inchangé.

QUATRIEME RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier partiellement l'article 22 des Statuts de la Société en remplaçant l'alinéa suivant :

Article 22 – Dissolution

« La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi. »

JP HOLDING

Société à responsabilité limitée à associé unique
Au capital social de 500 000 euros
Siège social : 12 rue Martin Luther King – 14280 Saint-Contest
438 573 289 RCS CAEN

Par la rédaction suivante :

Article 22 – Dissolution

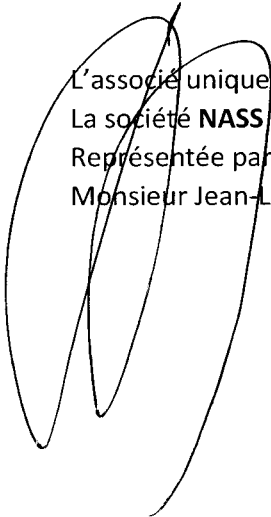
« La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par la loi. »

Le reste de l'article reste inchangé.

CINQUIEME RESOLUTION

L'associé unique confère tous pouvoirs au Gérant et au Porteur d'un original ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture a été signé par l'associé unique.



L'associé unique,
La société **NASS EXPANSION**,
Représentée par son Président,
Monsieur Jean-Louis NASS

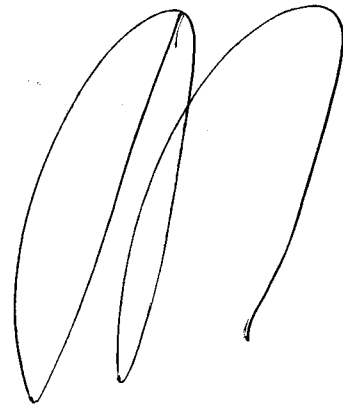
STATUTS

JP HOLDING

Société à responsabilité limitée
Au capital social de 500 000 euros
12 rue Martin Luther King
14280 Saint-Contest

438 573 289 RCS CAEN

Statuts mis à jour le 15 septembre 2020

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long trailing stroke.

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE – EXERCICE SOCIAL

Article 1 – Forme

La société est une société à responsabilité limitée.

Article 2 – Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Activité de holding
- La participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3 – Dénomination

La dénomination de la société est : JP HOLDING

Dans tous actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots Société à responsabilité limitée ou de l'abréviation SARL et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à Saint-Contest (14280) 12 rue Martin Luther King.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2099 sauf le cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de chaque année.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

Article 7 – Apports

Il a été apporté à la société, en numéraire :

- Lors de sa constitution :

La somme en numéraire..... 10 000 €

Cette somme de 10 000 euros a été déposée à un compte ouvert au Crédit Maritime, 15 Place de la Résistance à Caen au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

- Lors de l'augmentation du capital du 13 janvier 2003 :

La somme par compensation avec des créances liquides et exigibles 50 000 €

Le capital social est ainsi passé de 10 000 € à 60 000 €.

- Lors de l'augmentation du capital du 31 mars 2005 :

La somme par incorporation de réserves facultatives 240 000 €

Le capital social est ainsi passé de 60 000 € à 300 000 €.

- Lors de l'augmentation du capital du 24 mars 2006 :

La somme par incorporation de réserves facultatives 200 000 €

Le capital social est ainsi passé de 300 000 € à 500 000 €.

Article 8 – Capital social

Le capital social est fixée à la somme de 500 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 1 000 € chacune, numérotées de 1 à 500, intégralement souscrites et libérées, attribuées aux associés, à savoir :

Société NASS EXPANSION, à concurrence de CINQ CENTS parts sociales, numérotées de 1 à 500, ci 500 PARTS.

Article 9 – Augmentation et réduction du capital social

Toute modification du capital social – augmentation et réduction – sera décidée et réalisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans tous les cas, si ces opérations font apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle des acquisitions ou cessions des droits nécessaires.

Article 10 – Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 11 – Cession et transmission des parts sociales

I. Cessions

1 – Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2- Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou transmises à titre gratuit, à un tiers étranger à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifiée à la société et à chacun des associés.

Les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

II. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

Les parts sociales sont transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

III. Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur des parts sociales peut revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises et ce, selon les modalités et dans les conditions prévues par la loi.

Article 12 – Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 13 – Droits des associés

1- Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2- Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elle passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayant droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3- Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Article 14 – Décès ou incapacité d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

TITRE III

GERANCE – CONTROLE

1- Nomination – pouvoirs

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots Pour la société – Le Gérant, suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

2- Durée et cessation des fonctions

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les fonctions du ou des gérants cessent par démission, décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

3- Rémunération de la gérance

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 16 – Commissaire aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Le commissaire aux comptes sont nommés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 17 - Modalités

1- Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 18 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2- Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3- Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis ; quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent toujours être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

4- Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié de parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par la loi.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 18 – Assemblée générales

1- Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoqués normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2- Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

3- Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

4- Réunion – Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent ou acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre des parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 19 – Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée. Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets des résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par « OUI » ou par « NON ». Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

TITRE V

COMPTES SOCIAUX – BENEFICES – DIVIDENDES

Article 20 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 21 – Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous les amortissements de l'actif social et toutes les provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite « Réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte Report à nouveau débiteur, constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VI

DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 22 – Dissolution

1- Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2- Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 23 – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots « Société en liquidation ». Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 24 – Contestations

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 25 – Personnalité morale – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous les pouvoirs sont données à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 26 – Actes accomplis pour le compte de la société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indicateur pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

En outre, les associés soussignés donnent mandat à Monsieur Jean-Louis NASS de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la société :

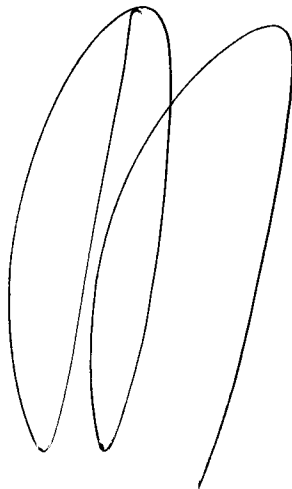
- Ouverture d'un compte bancaire

Article 27 – Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des Frais d'établissement et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Article 28 – Application de l'article 1832-2 du Code civil

Aux présentes est intervenue Madame Sylviane HEMERY, conjoint en biens de NASS Jean-Louis apporteur ci-dessus visé, laquelle a déclaré avoir été informée de la souscription par son conjoint de parts sociales au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre eux et ne pas revendiquer la qualité d'associé.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a long, sweeping horizontal stroke.